



Open Government Partnership Independent Reporting Mechanism

Results Report: Côte d'Ivoire 2022-2024 Comments Received

Comments received from Raïssa Beugre, 4 November 2025:

À Open Bonjour Mesdames et Messieurs, J'accuse réception du rapport, toutefois j'aimerais faire les inputs suivants afin qu'ils soient pris en compte: Observations relatives au rapport d'évaluation internationale -Page 6 : D'autre part, les Engagements 2 et 5 ont maintenu les pratiques gouvernementales en place et n'ont ni élargi ni introduit de nouvelles réformes tandis que l'engagement 1 a introduit des réformes à travers l'arrêté 1345 en rendant les consultations populaires obligatoires pour la collecte des besoins en développement des populations ainsi que la reddition du compte administratif. (Puisque l'on parle des réformes et pour reconnaître les efforts déployés par la DGDDL malgré que l'engagement n'ai pas été achevé)

- 1er paragraphe « Cet engagement visait à modifier le décret n° 82-1092 du 24 novembre 1982 et à fournir des orientations pour rendre obligatoire et uniformiser la participation citoyenne et le budget participatif au sein des collectivités territoriales » dire plutôt : pour rendre obligatoire la participation citoyenne et uniformiser le budget participatif au sein des collectivités territoriales . (Car le choix est laissé aux collectivités territoriales de choisir le mécanisme de participation citoyenne qui lui sied)
- 2ème paragraphe « Les représentants de la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local (DGDDL) ne disposaient pas d'informations précises sur l'état actuel de son adoption. » à remplacer par « les représentants de la DGDDL ont affirmé que après le travail technique, l'avant-projet a été transmis à la hiérarchie » (Les échanges ont été fructueux et ce n'est pas le négatif qui est à retenir)
- 2ème paragraphe «Un remplacement à la direction de la DGDDL a ralenti les progrès de la mise en œuvre car l'harmonisation du texte de l'engagement et du vocabulaire souhaité par la direction a pris du temps » à remplacer par l'administration étant une continuité une nouvelle équipe formée à la DGDDL s'est approprié l'engagement afin de l'exécuter au mieux mais son achèvement ne dépendait pas seulement de cette direction. (ce message a été mal perçu ou interprété.)
- 3ème paragraphe « L'absence de décret a réduit le nombre de collectivités territoriales qui utilisent un budget participatif de 15 à 45 » c'est plutôt le retrait des partenaires techniques et financiers qui a le plus démotivé les collectivités territoriales et réduit le nombre de collectivités Cordialement.

Comments received from Frédéric Abé, 4 November 2025:

- “pour l’avenir” Remplacer l’ensemble du paragraphe par : « Le PPRC a indiqué qu’un accord de principe a été obtenu pour la mise en œuvre d’une 2ème phase du PAGDS, pour une période de 3 à 5 ans. Une mission d’identification de la Banque Mondiale aura lieu en juillet 2025 à cet effet. ».
- remplacer « la différence qui existe entre les applications gratuites et certains opérateurs privés comme Wave ou Orange Money » par « la facturation de frais au moment des transferts de leurs comptes TresorMoney à leurs comptes d’opérateurs privés comme Wave ou Orange Money. »
- ajouter « selon les usagers interrogés », à la fin de la phrase
- remplacer « fonds » par « paiements publics »
- Remplacer les deux dernières phrases par : « Les résultats ont été restitués chaque année au Secrétariat technique du PAGDS et aux représentants des cinq (5) directions centrales issus des trois (3) principaux ministères (Ministère des Finances et du Budget, Ministère de l’Education Nationale et de l’Alphabétisation, Ministère de l’Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l’Apprentissage) concernés par l’enquête. Des séances de présentation ont aussi été organisées dans les Centres Régionaux des Œuvres Universitaires de San Pédro et de Daloa. »

Comment received from Marc Bohoussou, 4 November 2025:

- Remplacer « Le quartier d’Abidjan était couvert par deux superviseurs car il s’agit d’une zone très étendue » par « La zone Sud-Est, comprenant le District d’Abidjan notamment, a été couverte par deux superviseurs en raison de la forte densité de la population et des établissements scolaires »